

LES PROMESSES FAITES AU COURS DE LA CAMPAGNE
ÉLECTORALE

M. Edward Broadbent (Oshawa): La revue et la souplesse dont le ministre parle durent depuis une décennie. Entre-temps, le chômage se maintient autour de 25 p. 100 au Cap-Breton et à un niveau excessivement élevé partout dans la région de l'Atlantique.

Je voudrais poser ma dernière question supplémentaire au premier ministre. Vu les promesses qui n'ont pas été tenues, non seulement celles du ministre des Finances du temps où il était dans l'opposition, mais celles du ministre de l'Emploi et de l'Immigration, du ministre de l'Industrie et du Commerce et de tant d'autres, y compris celles du premier ministre lui-même, que dira-t-il aux Canadiens qui comprendront que les déclarations que ses collègues et lui-même ont faites avant les élections n'étaient qu'un moyen abominablement cynique de prendre le pouvoir et qu'elles ne déboucheront pas sur une action pour le bénéfice des Canadiens?

Des voix: Bravo!

Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre): Madame le Président, je crois que le député se montre bien injuste. S'il étudie le discours du trône qui a été prononcé devant le Parlement il y a moins de dix jours, il y retrouvera au contraire toutes les promesses que notre parti a faites lors des dernières élections. C'est le programme que nous avons l'intention de réaliser au cours de la présente session.

Des voix: Bravo!

* * *

LA FONCTION PUBLIQUE

LES CRITIQUES CONTENUES DANS LE RAPPORT DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL

M. John Gamble (York-Nord): Madame le Président, ma question s'adresse au président du Conseil du Trésor. Étant donné que dans le rapport qu'il a déposé la semaine dernière à la Chambre le vérificateur général a dénoncé un manque d'efficacité déplorable chez les fonctionnaires fédéraux et que le ministre des Finances, dans son semblant de mini-budget d'hier soir, a prédit une augmentation de 3,700 millions de dollars de notre déficit budgétaire pour cette année, le ministre peut-il expliquer à la Chambre comment il compte faire en sorte, tout en maintenant une politique de restriction, que les contribuables canadiens qui sont déjà surtaxés puissent être assurés que les employés de leur Fonction publique leur en donnent pour leur argent?

L'hon. Donald J. Johnston (président du Conseil du Trésor): Je dirai, pour commencer, madame le Président, que le rapport du vérificateur général sera soumis au comité permanent des comptes publics et que le député qui, je l'espère, sera un membre actif de ce comité, aura alors tout le temps voulu pour interroger les représentants du vérificateur général qui pourront lui expliquer comment ces études du

Questions orales

rendement des fonctionnaires ont été effectuées, ce qui lui permettra de faire sa propre évaluation de leur efficacité.

Il convient aussi de placer les observations du vérificateur général dans le contexte d'une gestion générale des ressources humaines par le gouvernement fédéral. Le député connaît l'existence du rapport d'Avignon. Nous étudions sérieusement les mesures que nous allons prendre pour améliorer la gestion des ressources humaines, y compris le maintien des emplois, en nous guidant sur le rapport d'Avignon. J'espère que nous serons ainsi en mesure d'accroître leur rendement ou d'éliminer certaines des lacunes qui ont été décelées. C'est une erreur, cependant, de rejeter le blâme de ces insuffisances, comme le fait le député, sur le dos des fonctionnaires qui, en fait, abattent une très grosse besogne.

Des voix: Bravo!

M. Johnston: Le problème doit être perçu dans la perspective plus vaste de la gestion des ressources humaines et c'est ce que nous avons l'intention de faire.

● (1130)

M. Gamble: Madame le Président, nous savons maintenant ce que veut dire l'expression «agir et agir maintenant» qui figure dans le discours du trône.

Une voix: La question.

M. Gamble: Étant donné que le vérificateur général a déclaré qu'on pourrait réduire l'effectif de la Fonction publique de 85,000 employés sans réduire la qualité des services, le ministre a-t-il fixé des objectifs et prévu un calendrier pour la réduction du nombre de fonctionnaires et, si tel est le cas, quels sont-ils?

M. Johnston: Madame le Président, je voudrais signaler à la Chambre que je n'ai pas l'intention d'être connu sous le nom de joyeux sabreur ou de sabreur solitaire. C'est faire erreur, je crois...

M. Kempling: Savez-vous soustraire?

M. Johnston:... que de fixer des objectifs, notamment ceux qui découlent d'une seule étude, comme le député l'a fait, car c'est injuste, à mon avis, à la fois envers la Fonction publique et envers le rapport du Vérificateur général.

Des voix: Bravo!

* * *

LES DÉPENSES PUBLIQUES

LE RAPPORT LAMBERT—LES PROJECTIONS QUINQUENNALES DES DÉPENSES DU GOUVERNEMENT

M. Thomas Siddon (Richmond-Delta-Sud): Madame le Président, ma question s'adresse également au président du Conseil du Trésor. Ce dernier dispose-t-il de projections quinquennales des dépenses publiques fédérales, projections qui constituent un mécanisme de contrôle important et dont l'emploi est recommandé dans le rapport Lambert?